

La vie politique en Polynésie française

Penser les antipodes

Jean-Marc Regnault

DANS **HERMÈS, LA REVUE** 2002/1 (N° 32-33), PAGES 521 À 528
ÉDITIONS **CNRS ÉDITIONS**

ISSN 0767-9513

DOI 10.4267/2042/14409

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://preprod.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2002-1-page-521.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CNRS Éditions.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jean-Marc Regnault
Université de la Polynésie française

LA VIE POLITIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Penser les antipodes

À Papeete (juillet 1964), Georges Pompidou déclarait : « J'ai constaté que la politique polynésienne est extrêmement compliquée [...] il y a des mouvements politiques, des personnalités politiques et des nuances qui sont longues à comprendre ». La vie politique, en Polynésie, obéit en effet à des règles originales. À première vue, les institutions, les partis, la vie associative laissent penser que les îles sont le prolongement de la métropole. En réalité, l'observateur doit faire un effort pour comprendre ce qu'est un territoire d'outre-mer, c'est-à-dire un milieu qui a sa culture propre, des pratiques particulières, déterminées par la géographie, l'histoire, le souvenir de la colonisation, la démographie et les mentalités. La présence française a imposé un cadre institutionnel et politique à l'intérieur duquel la culture et les pratiques locales bousculent les principes importés. Les hommes politiques, les électeurs jouent habilement sur les divers registres de la « tradition » culturelle et de la « modernité » démocratique (Al Wardi, 1998).

Caractéristiques essentielles de la vie politique locale

La règle a longtemps été la multiplicité des partis à l'existence éphémère, favorisée par l'élection au scrutin à la proportionnelle aux élections territoriales. Dans les circonscriptions des archi-

pels éloignés, on peut être élu avec quelques centaines de voix. La tentation est forte de constituer un mouvement à base géographique en jouant sur le particularisme de telle île, à base ethnique ou à base religieuse.

Il a existé, certes, et il existe encore quelques grands partis, plus durables et ayant de larges assises géographiques, ethniques ou religieuses. Mais la durée n'exclut pas de profondes et imprévisibles révisions de la doctrine ou de la stratégie. On notera la tendance actuelle des deux partis dominants (*Taboera'a* et *Tavini*) à absorber plus ou moins complètement les petites formations ou les anciens grands partis, actuellement en voie de disparition. Le système électoral avait plutôt favorisé l'éclosion des partis. La situation actuelle d'affrontement entre deux grands partis, ne permet plus, au contraire, la dispersion des voix.

Ce qui frappe l'observateur, c'est l'intensité de la vie politique locale. Les grands partis mobilisent jusqu'à cinq mille personnes lors des meetings, soit une proportion considérable de la population. La plupart des Polynésiens sont inscrits dans un ou plusieurs partis. Peu de temps avant les élections, les sections sont réactivées ou créées. Les journaux annoncent « l'homologation » des sections et des fédérations. Dans de petites communes, on signale, par exemple, la création de dizaines de sections ou l'élection d'un bureau avec vingt ou trente membres.

L'intensité de la vie politique ne doit pas masquer qu'elle est l'apanage quasi exclusif des Polynésiens ou des Chinois. Les métropolitains d'origine ne jouent plus de rôle public notable depuis 1982. Les quelques tentatives récentes pour créer des formations s'appuyant sur l'électorat *farani* (Français métropolitains) ou les démarches personnelles d'intégration au combat politique sont restées marginales et suscitent plutôt l'hostilité. En revanche, les responsables politiques n'hésitent pas à avoir recours aux métropolitains, soit dans les cabinets ministériels, soit comme conseillers (même si c'est moins net pour les partis indépendantistes).

En général, les partis ont toutes les apparences de la vie démocratique. Les organigrammes compliqués, les divers échelons, les commissions multiples ne doivent pas faire illusion (pas plus qu'au sein des partis métropolitains). Les partis sont au service d'un leader, un chef charismatique qui entraîne l'adhésion, quelle que soit l'orientation qu'il peut prendre. Tel chef de parti conduit ses militants et/ou son électorat à voter pour François Mitterrand en 1974, pour Giscard d'Estaing en 1981, à nouveau pour François Mitterrand en 1988... et pour Jacques Chirac en 1995 (Regnault, 1996). Les programmes des partis et les listes de candidats sont préparés par des personnalités proches des leaders et les partis n'y participent guère, sauf pour les ratifier au cours de meetings qu'on baptise « congrès ».

Jusqu'à une période récente, les partis se groupaient, généralement en vue d'une élection, puis se séparaient pour entrer dans d'autres alliances, y compris dans celles qu'ils avaient combattues. Les élus agissent à leur guise. Nulle part ailleurs qu'en Polynésie ne s'applique autant l'article 27 de la Constitution qui veut que « tout mandat impératif est nul ». La seule condition pour que les élus conservent la confiance de leur clientèle, c'est qu'ils continuent à faire bénéficier la commune, l'association, la parenté, d'une série de bienfaits¹. La situation du moment justifie les

paroles et les actes. Si la situation change, on parle et on agit autrement, sans voir la moindre contradiction avec ce qui a été dit et fait hier².

L'idéologie, au sens occidental, est absente du débat politique. Tout tourne autour des personnalités plutôt qu'autour d'enjeux à connotation économique et sociale, même si ces derniers aspects tendent à prendre de l'importance. Les programmes, qui varient vite, n'ont qu'un intérêt limité et peu d'électeurs en prennent connaissance. Si les rivalités de personnes sont une clé qui permet de comprendre l'évolution politique, il faut toujours s'attendre à de spectaculaires scissions et réconciliations. Tout est possible en Polynésie. Comment prévoir ce que sera le visage politique du Territoire demain ou après-demain ?

L'apparement à un parti métropolitain a peu de signification. Le parti local joue toujours son propre jeu sans tenir compte de la politique nationale³. La vie communale est primordiale. Toute élection cache en fait une élection municipale. Le maire se détermine toujours en fonction des intérêts de sa commune ou en fonction de la prochaine élection municipale. Dans certains cas, les élections territoriales se sont déroulées sur des thèmes uniquement communaux, un phénomène qui tend à s'effacer et à être remplacé par la défense des intérêts de tel ou tel archipel. Les électeurs sont souvent peu sensibles aux thèmes nationaux, voire territoriaux.

La laïcité ne trouve guère d'écho sur cette terre où les religions jouent un rôle important. Les réunions politiques commencent généralement par une prière, dans le plus grand oecuménisme. Les hommes politiques utilisent fréquemment un langage biblique. Depuis quelques années cependant, une tendance montre le détachement progressif des élus à l'égard des autorités religieuses (délibérations sur les jeux d'argent, sur la contraception par exemple). De plus, l'Église évangélique cherche à scinder les sphères religieuse et politique. Le synode a demandé que les diacres engagés politiquement ou exerçant des fonctions électives choisissent rapidement l'un ou l'autre champ d'activités.

La division « droite-gauche » n'a guère de sens en Polynésie. Comment classer les partis ? Jusqu'en 1980, la ligne de démarcation se situait entre les autonomistes et les anti-autonomistes. Avec le ralliement de Gaston Flosse à l'autonomie (Regnault, 1995a), il n'existe plus de partisans d'un système centralisateur. La frontière s'est désormais déplacée entre ceux qui se contentent de l'autonomie interne à condition qu'elle apporte toujours plus de compétences au Territoire, et ceux qui voient dans l'indépendance, la solution à tous les problèmes. Parmi les premiers apparaît une autre ligne de fracture : l'attitude à l'égard de celui qui domine la vie politique locale, Gaston Flosse. Mais cette ligne de fracture s'est déplacée fréquemment, tous (ou presque) ayant été successivement adversaires acharnés puis alliés du chef du *Tahoera'a*.

La personnalité des principaux partis politiques

Depuis plus de quarante ans Gaston Flosse joue un rôle majeur dans la vie politique locale. Il s'appuie sur le *Taboera'a Huiraatira* (« Rassemblement du peuple »), fondé en 1977 à partir de divers mouvements gaullistes. Après avoir combattu le principe de l'autonomie interne, Gaston Flosse s'y rallie (1980). En 1982, les élections territoriales lui permettent d'arriver aux commandes du gouvernement local. Il obtient le statut d'autonomie interne de 1984. Afin de désarmer les critiques des indépendantistes, le *Taboera'a* s'oriente de plus en plus vers la revendication d'une très large autonomie qu'il est sur le point d'obtenir dans le prolongement des accords de Nouméa. L'attachement proclamé à la France n'empêche pas de vouloir donner au Territoire toutes les marques symboliques d'un quasi-État, jusqu'à souhaiter abandonner le nom actuel de Polynésie française (traduisant trop la dépendance) au profit de Tahiti Nui (« le Grand Tahiti »).

Le *Taboera'a* est un instrument très efficace entre les mains de son président. En 1996, le parti revendiquait trente-cinq mille adhérents, autant que de voix obtenues aux élections. Il y a des sections sur presque tout le Territoire. Attaché au libéralisme économique, le *Taboera'a* a organisé pourtant un vaste système de redistribution en faveur des Polynésiens des îles éloignées et des habitants aux revenus modestes. Ceci permet de classer ce parti dans la sphère des populismes⁴. Le départ du Centre d'expérimentations du Pacifique contraint le parti et son chef à chercher, d'une part, un soutien financier de la France pendant les années de transition, d'autre part, à développer des activités qui prendraient le relais de celles qui étaient liées à Moruroa.

Depuis les élections territoriales de 1996, le parti dispose de la majorité absolue à l'assemblée de Polynésie. Le système électoral, qui lui a été très favorable jusqu'à la réforme de janvier 2001⁵, lui permettait d'obtenir une majorité de sièges, alors qu'il ne recueillait que 38,87 % des suffrages exprimés. La forte poussée électorale enregistrée aux élections territoriales de mai 2001 (48 % des suffrages) consolide la position du parti, mais celui-ci ne dispose plus d'alliés à l'assemblée où seulement trois forces politiques sont à présent représentées. Les partis qui s'alliaient avec le *Taboera'a* risquaient, soit l'absorption rapide, soit le laminage. Ce fut le cas du *Avei'a Mau* (« Vraie Direction »)⁶, du *Here Ai'a*⁷ et du *Ai'a Api* (« Nouvelle Terre »).

Le *Ai'a Api* est né en 1982 autour de la personnalité d'Émile Vernaudon, maire de Mahina. Le parti a été allié puis adversaire du *Taboera'a*, a été proche des indépendantistes, a combattu les essais nucléaires, a soutenu les socialistes de métropole, pour combattre ensuite ces partis et ces idées. Les statuts de 1990, n'indiquent aucune orientation politique, se contentant de préciser que « le programme d'action est arrêté par le comité directeur après consultation de l'ensemble des membres du parti ». Le *Ai'a Api* a proposé des mesures qui ne pouvaient qu'être appréciées : une baisse importante de la fiscalité indirecte, le logement social gratuit pour ceux qui ne peuvent pas payer par exemple. Sa base électorale est constituée par la population de Mahina, mais son leader a été longtemps populaire dans toute la Polynésie.

Grâce à un accord avec le *Taboera'a*, Émile Vernaudon a été élu député RPR en mai 1997. À peine élu, il s'est éloigné du *Taboera'a* et du groupe RPR de l'Assemblée nationale pour rejoindre les radicaux de gauche. Des scissions ont considérablement affaibli le parti. Même s'il a réussi à conserver sa mairie en 2001, Émile Vernaudon n'a pas été réélu conseiller territorial quelques semaines plus tard. Sa carrière personnelle et l'avenir de son parti semblent fort compromis.

Longtemps marginaux, les partis indépendantistes (Regnault, 1995b) ont connu, surtout le principal d'entre eux, une ascension qui semblait menacer le *Taboera'a*. En 1977, Oscar Temaru fonde le « Front de libération de la Polynésie », devenu le *Tavini Huiraatira* (« Servir le peuple »). D'abord sans grande audience, ce parti apparaît alors tout à fait représentatif de la population tahitienne socialement marginalisée. En 1983, Oscar Temaru devient maire de Faaa. Il obtient depuis des résultats électoraux significatifs de son charisme personnel.

Le *Tavini* reprend des thèmes de revendications classiques, mais radicalisés : l'indépendance immédiate, « à n'importe quel prix », l'opposition à l'Europe, l'opposition aux essais nucléaires, le rejet des projets de développement ne prenant pas en compte les intérêts réels des *Maobi*, la lutte contre les *Hoo ai'a* (« ceux qui vendent leur patrie »). L'orientation socialiste du projet pour l'indépendance, qui apparaît dans les documents internes du parti, n'est pas connue du public, voire des militants dont certains envisagent l'avenir comme un retour plus ou moins complet à la société traditionnelle hiérarchisée.

Le *Tavini* a obtenu le ralliement de personnalités comme Alexandre Léontieff⁸, Jean-Marius Raapoto⁹ et Jacqui Drollet¹⁰. Les élections de 1996 et 1997 ont montré la progression spectaculaire du parti. Toutefois, gêné par la tactique de Gaston Flosse (revendication d'une très large autonomie, rapprochement avec le FLNKS de Nouvelle-Calédonie), le *Tavini* semble s'essouffler (doit-il, comme le FLNKS, accepter une longue période de « souveraineté partagée » avant l'indépendance ?). Son message aussi s'obscurcit. Les élections territoriales de mai 2001 ont traduit l'isolement et la stagnation du parti (environ 25 % des voix).

De plus en plus, la vie politique s'oriente vers une bipolarisation. Toutefois, le *Fetia Api* (« Étoile nouvelle ») refuse à la fois l'indépendance prônée par le *Tavini* et les revendications radicales d'autonomie du *Taboera'a*. Il propose d'autres choix dans les domaines du développement économique, de l'éducation, des rapports avec les archipels éloignés. Fondé fin 1995 par le maire d'Arue, Boris Léontieff, le *Fetia Api* créa la surprise aux élections de 1996 en recueillant 5 001 voix aux îles du Vent et en progressant encore aux législatives de mai 1997. Il capte sans doute les voix recueillies naguère par J.-M. Raapoto, mais aussi celles des électeurs sensibles à l'idée d'une « troisième voie ». Il s'est allié avec Lucien Kimitete, maire de Nuku-Hiva aux Marquises. Sans grands moyens, gêné par la puissance des deux grands partis, le *Fetia Api* a accentué néanmoins sa percée en 2001 (avec six conseillers au lieu d'un). Il devient désormais une alternative crédible au *Taboera'a*, surtout si une crise majeure survenait au sein du parti majoritaire.

Enfin, il faut signaler l'existence de formations politiques particulières. Il y a celles (très minoritaires) qui sont des prolongements de partis métropolitains, comme la section du Parti

Socialiste (animée par des expatriés) qui cherche surtout à aider les formations politiques locales (qui, provisoirement du reste, se sentent proches de la gauche métropolitaine) à formuler des idées.

Il y a aussi les partis à base essentiellement ethnique, baptisés familièrement « partis chinois »¹¹. Les Asiatiques veulent apporter à cette société — dans laquelle ils cherchent à s'intégrer tout en préservant leur propre identité — les capacités de gestion qu'on leur reconnaît. Comme la plupart des partis du Territoire, dont ils ont adopté la culture, ils pratiquent des alliances changeantes. Il ne reste plus que le *Taatiraa Porinetia* (« Entente polynésienne ») actuellement dirigé par Robert Tanseau. Ce dernier s'est allié avec le Ai'a Api, fin 1995, puis avec le *Taboera'a* au début de 1998. Le parti cherche toujours à exister en tant que tel, mais tente de se détacher de son image « chinoise ». Il a changé de nom, fin 2000, pour s'appeler *Taatira no te hau* (« Rassemblement pour la paix »). La liste des membres du comité directeur ne convainc pas qu'il y ait eu une ouverture significative vers d'autres communautés ethniques. En 2001, Robert Tanseau est élu sur la liste du *Taboera'a*.

Conclusion

Désormais, entre ceux qui veulent rester attachés à la France, à condition que la plupart des compétences aient été rendues au Territoire¹², et ceux qui prônent une indépendance avec la France — et cela malgré les discours de campagne —, la frontière est ténue, tant l'idée d'une « nation » polynésienne a fait son chemin.

NOTES

1. Survivance de l'ancienne société pré-européenne, le système du don et du contre-don, cher aux anthropologues, reste une clé fondamentale de la compréhension des rapports sociaux et de la vie politique.
2. Le cas le plus typique est celui du maire de Mahina (voir plus loin).
3. Le *Taboera'a* est en relations étroites avec le RPR. Mais, Gaston Flosse avait obtenu de Jacques Chirac, après 1981, la possibilité de ne pas toujours suivre le groupe RPR de l'Assemblée nationale, dès lors que les intérêts de la Polynésie (en particulier l'obtention de l'autonomie interne grâce à la politique de décentralisation) seraient supérieurs à la solidarité du groupe RPR.
4. En 1997, le numéro 56 de la revue *Vingtième Siècle* énumère divers types de populisme. Sans se rattacher explicitement à l'un d'eux, le *Taboera'a* emprunte à plusieurs types. Une autre piste de classification est fournie par la science politique. Un système néo-patrimonial serait caractéristique de sociétés qui sortent de structures anciennes, qui ont un pouvoir politique fort et un faible pouvoir économique. Le pouvoir assurerait la redistribution dans les « limites nécessaires pour assurer son maintien en

- place ». La modernisation serait indispensable pour assurer la légitimité des élites, mais n'irait pas jusqu'à remettre en cause la structure sociale, de façon à ne pas donner naissance à une ou des élites concurrentes (par exemple une élite économique). Voir BADIE, B., « Le système politique néo-patrimonial » in GRAWITZ, M., LECA, J., *Traité de Sciences politiques*, vol. 1, 1985, pp. 651-653).
5. Une nouvelle loi dispose que les Îles du Vent passent de vingt-deux sièges à trente-deux, tandis que les circonscriptions des Îles Sous-le-Vent et des Tuamotu perdent chacune un siège. La sur-représentation des archipels éloignés (réputés favorables à G. Flosse) est corrigée, mais pas supprimée totalement.
 6. La fondation, le 1^{er} octobre 1994, du *Avei'a Mau*, ne convainc pas que ce parti fût autre chose qu'un satellite du *Taboera'a*. Son électorat ne pouvait dépasser les limites de la commune de son leader, Tinomana Ebb. De fait, le parti n'obtint qu'un siège aux élections de 1996. En 1997, Tinomana Ebb s'est rattaché au *Taboera'a*, mettant fin à la fiction d'un parti autonome au sein de la majorité.
 7. Créé en 1965, ce parti a joué un grand rôle jusqu'au début des années 1990. Mais le vieillissement des cadres, l'ambiguïté des alliances expliquent que le parti n'ait plus d'élus depuis 1996. Ses derniers cadres rejoignent le *Tavini* ou le *Taboera'a*.
 8. Alexandre Léontieff a été longtemps présenté comme le dauphin de Gaston Flosse. En 1987, il prend la tête d'une dissidence du *Taboera'a*, s'allie à l'opposition (à l'exception du *Tavini*) et devient président du gouvernement jusqu'en 1991. De 1995 à 2001, il devient membre du *Tavini*, qu'il quitte pour retourner au service de Gaston Flosse.
 9. Jean-Marius Raapoto avait cherché à renouveler la vie politique en profitant de l'image d'homme honnête et de convictions que le public lui accordait. Cependant, une série d'échecs le conduisit au rapprochement avec le *Tavini*.
 10. Fondateur du *Ia Mana Te Nunaa* (ou « Que le Peuple prenne le pouvoir »), parti indépendantiste, en 1975.
 11. Les partis « chinois », outre leurs divisions et le fait que nombre d'Asiatiques ne souhaitent pas se distinguer des autres Polynésiens, ont été handicapés parce que les électeurs asiatiques n'atteignent pas le minimum de 5 % nécessaire pour avoir un élu.
 12. L'une des raisons de la stagnation des indépendantistes réside sans doute dans le fait que Gaston Flosse ne cesse de critiquer le gouvernement français (certes socialiste actuellement, mais les relations avec les ministres de droite étaient également tendues) et son représentant le haut-commissaire. Il montre ainsi qu'il défend bien les intérêts et l'originalité de la Polynésie, mieux peut-être que ne pourraient le faire les indépendantistes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AL WARDI, S., *Tabiti et la France. Le partage du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 1998, 320 p.

REGNAULT, J.-M., « Les Polynésiens et les élections présidentielles : un enjeu local avant tout », *Revue française d'Histoire d'outre-mer*, Paris, n° 313, t. 83, 1996, pp. 35-51.

Jean-Marc Regnault

REGNAULT, J.-M., « La décentralisation outre-mer : un combat pour l'émancipation politique et économique. L'exemple du statut de 1984 », *Les Cahiers d'Outre-mer*, Bordeaux III, n° 191, 1995a, pp. 405-420.

REGNAULT, J.-M., *Des partis et des hommes en Polynésie française : Here Ai'a, Ia Mana, Tīreo, Tavini*, Papeete, Éditions Haere po no Tahiti, 1995b, 204 p.